
ASSOCIATION VERTICAL DETOUR

Centre de réadaptation, route de Liverdy
77170 Coubert

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs les membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Vertical Détour relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe « Changement de réglementation comptable » de la note « Principe et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable lié à la première application du règlement de l'autorité des normes comptables n°2022-06 du 4 novembre 2022.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'association a comptabilisé des produits constatés d'avance et des fonds dédiés relatifs à des subventions d'exploitation selon les modalités décrites dans les paragraphes « Fonds dédiés » et « Subvention d'exploitation » de la note « Principes et méthodes comptables » et les paragraphes « Fonds dédiés » et « Précisions sur certains postes de passif » de la note « Postes du bilan et du compte de résultat » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association Vertical Détour décrite dans les paragraphes « Fonds dédiés », « Subvention d'exploitation » et « Précisions sur certains postes de passif » des notes « Principes et méthodes comptables » et « Postes du bilan et du compte de résultat » de l'annexe, sur la base des éléments disponible à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces approches.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations et nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe des comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la trésorière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de ce jour.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son

exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 26 mai 2026


GMBA Séléco

Représentée par

François GONÇALVES

Membres de la compagnie Régionale
de Paris

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE

Comptes annuels 2025

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

ASSOCIATION VERTICAL DETOUR

ROUTE DE LIVERDY
77170 COUBERT

SIREN : 441.205.275

Forme juridique : Association déclarée

N° TVA : FR09441205275

VIGNE & MAISONNEUVE

SIREN : 850221730

33 AV DES ETATS UNIS, 78000 VERSAILLES

Sommaire

Bilan	3
Bilan actif	4
Bilan passif	5
Compte de résultat	6
Compte de résultat	7
Annexe	9
Préambule	10
Principes et méthodes comptables	11
Postes du bilan et du compte de résultat	14
Fiscalité	22
Informations relatives à l'effectif	23

Bilan



Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	801	801		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	29 648	24 471	5 177	8 454
Installations techniques, matériels et outillage industriels	201 926	185 989	15 937	9 449
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 678		2 678	2 678
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	235 053	211 261	23 792	20 580
STOCKS ET EN-COURS				2 070
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				2 070
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	25 444		25 444	32 887
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	218 956		218 956	56 731
Charges constatées d'avance	1 410		1 410	1 129
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Instruments financiers à terme et jetons détenus	153		153	153
Disponibilités	98 896		98 896	237 493
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	344 858		344 858	330 462
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	579 911	211 261	368 650	351 042

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	135 387	142 179
Excédent ou déficit de l'exercice	-27 900	-6 791
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	107 487	135 387
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 841	8 675
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	113 328	144 062
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	40 000	49 000
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)	40 000	49 000
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		418
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 400	27 055
Dettes fiscales et sociales	70 141	52 958
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	780	549
Produits constatés d'avance	133 000	77 000
TOTAL DETTES (IV)	215 322	157 980
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	368 650	351 042

Compte de résultat



Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	294 093	344 225
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	329 216	342 000
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières	10 000	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	49 000	
Autres produits	424	496
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	682 734	686 721
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-4	287
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	188 238	164 082
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	10 562	9 470
Salaires	319 272	312 970
Cotisations sociales	134 619	131 666
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 406	7 380
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés	40 000	49 000
Autres charges	60 061	22 888
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	761 154	697 744
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-78 420	-11 023
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	3	1
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 493	1 515
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	1 496	1 516
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 496	1 516
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-76 924	-9 508
Produits exceptionnels (V)		2 834
Charges exceptionnelles (VI)		118
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		2 716
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-49 024	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	684 230	691 070
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	712 130	697 862
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-27 900	-6 791
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

Annexe



Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **368 649,79 €**.

Le résultat net comptable est **un déficit** de **-27 899,82 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Evénements post-clôture

Sans impact :

Néant

Autres informations significatives

L'association a reçu une notification d'agrément provisoire le 2 décembre 2024 pour un crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques (CI RTD) pour le spectacle "Comment Nicolas a tout pété (ou la Folle Histoire du Climat)". La date de début d'éligibilité des dépenses est le 25 Octobre 2024.

Au 31 décembre 2025, le CI RTD s'élève à 49 024 €.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

La compagnie Vertical Détour a été fondée en 2001 par Frédéric Ferrer, auteur, acteur et metteur en scène.

Les spectacles de la compagnie mettent en jeu des dramaturgies plurielles, relevant de l'écriture, de l'oralité et de l'image. Ils sont créés à partir de sources documentaires, d'enquêtes de terrain, de collaboration avec des laboratoires de recherche scientifique et de rencontres avec les connaisseurs et praticiens des territoires investis et des questions étudiées.

Elle développe actuellement et depuis 2016 Le Vaisseau, un nouveau projet de Fabrique artistique au Centre de réadaptation de Coubert (77) qui combine accueil d'équipes artistiques en résidence et développement de projets artistiques partagés à destination des patients, du personnel et des habitants du territoire.

La compagnie Vertical Détour est conventionnée par la région Île-de-France et la DRAC Île-de-France Ministère de la Culture et de la Communication. Elle est soutenue par l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France Ministère des Affaires Sociales et de la Santé et du Droit des Femmes et par la DRAC Ile-de-France dans le cadre du programme Culture et Santé.

L'association ne fait pas appel à la générosité du public et ne reçoit aucun fonds de l'étranger.

Mention du règlement comptable

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC n° 2014-03 relatif au PCG modifié par le règlement ANC N°2022-06)

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, l'association applique le nouveau plan comptable issu du règlement de l'Autorité des normes comptables relatif à la modernisation des états financiers ANC 2022-06.

Cette première application, analysée comme un changement de méthode comptable, a principalement conduit à des adaptations de présentation des états financiers, sans remise en cause des méthodes d'évaluation antérieurement retenues. Ces changements n'ont pas d'incidence significative sur les comptes annuels de l'exercice ni sur les principaux agrégats financiers de l'association, à l'exception du reclassement des charges constatées d'avance au poste Créances et de la quote-part de subvention virée au compte de résultat en produit d'exploitation et non plus en produit exceptionnel.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	N/A
Bureaux	N/A
Agencements	3 à 10 ans
Mobilier	N/A
Travaux	N/A
Matériel et outillage	
Matériel	5 ans
Outillage	N.A
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	3 ans (occasion)
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	3 ans
Brevets	N/A
Autres	N/A

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Subventions

Inscription proratisée :

Subventions d'exploitation

Pour le traitement des subventions d'exploitation accordées sur plusieurs exercices, une distinction est faite entre la partie de la subvention relative à l'exercice et qui relève des fonds dédiés pour la partie non utilisée et la partie de la subvention relative aux exercices futurs qui est inscrite en produits constatés d'avance.

La subvention notifiée pour la PAC 2026 en 2025 a été comptabilisée pour 120 000 € en produits constatés d'avance au 31/12/2025.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en compte de bilan et reprises au compte de résultat au rythme des amortissements pratiqués sur les investissements qu'elle finance.

Pour les subventions d'investissement, seule la quote-part de la subvention relative aux investissements engagés est à constater dans la mesure où la subvention est versée sous condition de réaliser les investissements. Au 31 décembre 2025, il n'y a pas de nouvelle subvention d'investissement et la quote-part de subvention virée au compte de résultat est enregistrée dans le compte 747 en subventions d'exploitation.

Indemnité de départ à la retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être consommée conformément à l'engagement pris à leur égard a été comptabilisée au compte de passif 19 "Fonds dédiés" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte 689 "Reports en fonds dédiés". Un projet défini répond aux deux conditions suivantes : participer à la réalisation d'une partie spécifique de l'objet de l'entité ou d'une cause particulière et être clairement identifiable avec des charges imputables au projet étant individualisables. En l'absence de précision et de position de l'administration fiscale, les fonds dédiés ont été considérés comme fiscalement déductibles.

Les fonds dédiés s'élèvent à 49 000 € au 31/12/2025.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	801			801
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	29 648			29 648
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	190 308	11 618		201 926
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 678			2 678
TOTAL	223 435	11 618		235 053

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D			801			801
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions			21 194	3 276		24 471
Installations techniques, matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles			180 860	5 129		185 989
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			202 855	8 406		211 261

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	2 678		2 678	
Clients douteux				
Autres créances clients	25 444	25 444		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	13 619	13 619		
Autres impôts				
Divers	205 284	205 284		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	53	53		
Charges constatées d'avance	1 410	1 410		
TOTAL	248 487	245 809	2 678	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	142 179	-6 791			135 387
Excédent ou déficit de l'exercice	-6 791	6 791		-27 900	-27 900
TOTAL	135 387			-27 900	107 487
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL	135 387			-27 900	107 487

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
DRAC PLAN CULTURE ET RURALITE 2025	40 000		40 000				
DRAC AIDE A LA PRODUCTION "FHC"	9 000		9 000				
DRAC PLAN CULTURE ET RURALITE 2026		40 000				40 000	
TOTAL	49 000	40 000	49 000			40 000	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	49 000	40 000	49 000			40 000	

- FONDS DEDIES DRAC PLAN CULTURE ET RURALITE 2025 : 40 000 €. Proviennent d'une subvention de 40k€ de la DRAC en 2024 pour des spectacles et des animations qui ont été réalisés en 2025.
- FONDS DEDIES FHC : 9 000 €. Proviennent d'une subvention de 25k€ de la DRAC octroyée en 2024 pour l'aide à la production du projet "Comment Nicole a tout pété : La folle histoire du Climat" qui a eu lieu en 2025. Des dépenses d'environ 16k€ avaient été engagées en 2024 pour la production du projet. Ces dépenses de 2024 justifient alors le montant de 9k€ qu'il restait en fonds dédiés en début d'exercice. Le reste des dépenses a bien eu lieu en 2025.
- FONDS DEDIES DRAC PLAN CULTURE ET RURALITE 2026 : 40 000 €. Proviennent d'une subvention de 40k€ de la DRAC en 2025 pour des spectacles et des animations qui devront être réalisés en 2026.

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	11 400	11 400		
Personnel et comptes rattachés	8 773	8 773		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	52 508	52 508		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	3 707	3 707		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 153	5 153		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	780	780		
Produits constatés d'avance	133 000	133 000		
TOTAL	215 322	215 322		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	-10 000	
Produits constatés d'avance	-3 000	
Produits constatés d'avance	-120 000	
TOTAL	-133 000	

Les produits constatés d'avance se décomposent comme suit:

- Subvention PAC de 120 000€ de la région pour l'année 2026.
- Facture 2025-212 de 10 000€ faite à Le TANGRAM pour prestation qui sera réalisée en 2026
- Facture 2025-192 de 3 000€ faite à l'Institut de Recherche pour le Développement pour prestation qui sera réalisée en 2026.

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		160 382	166 000			326 382
Subventions d'investissement		2 834				2 834
TOTAL		163 216	166 000			329 216

Les subventions d'exploitation suivantes ont été octroyées pour un total de 326 382,40 euros en 2025 :

- 120 000 euros du Conseil Régional d'IDF ;
- 40 000 euros du département de la Seine et Marne ;

- 4 882,40 euros du FONPEPS ;
 - 151 000 euros de la DRAC pour projets culturels et conventionnement ;
 - 4 500 euros de l'aide à l'embauche ;
 - 6 000 euros du CC de Brie des Rivières et châteaux.
- La quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat s'élève à 2 834,08 €.

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	9 891	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	8 773	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	3 581	
Organismes sociaux - Autres charges à payer	363	
État - Charges à payer	1 384	
TOTAL	23 992	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir		
Subventions/financements	156 260	
TOTAL	156 260	

Les subventions et aides à recevoir au 31 décembre 2025 s'élèvent à 156 259,95 euros :

- subvention Région IDF 2026 pour 120 000 euros ;
- Solde subvention Région IDF 2025 pour 24 000 euros ;
- Aide FONPEPS APAJ d'octobre 2025 pour 2 259,81 euros.
- Aide SPEDIDAM pour création 2025 de 10 000,14 euros.

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	4 350	
Afférents aux services autres		
TOTAL	4 350	

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 350 € HT.

Contributions volontaires en nature

La nature des contributions volontaires porte essentiellement sur la mise à disposition par le centre de réadaptation de Coubert de la salle de spectacle, l'appartement et du lieu de stockage s'y rattachant.

Compte tenu de notre organisation et de notre système de fonctionnement, il a été choisi de ne pas porter les contributions volontaires en nature dans les comptes de l'association dans la mesure où nous ne disposons pas des informations du centre de réadaptation de Coubert.

Subventions d'investissement

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
DRAC LE VAISSEAU		125 417			125 417
TOTAL					

Subventions

Subventions d'investissement

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
DRAC LE VAISSEAU		116 741,89	2 834		119 575,97
TOTAL					

Reprises

Fiscalité

Crédit d'impôts

Crédit d'impôts	Montant
Crédit d'impôt recherche	
Autres crédits d'impôt	49 024
TOTAL	49 024

Le CI RTD pour le spectacle "Comment Nicole a tout pété" a été comptabilisé pour 49 024 € au 31/12/2025.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	
Cadres et ingénieurs	4
TOTAL	4



Vigne & Maisonneuve

VIGNE & MAISONNEUVE

SIREN : 850221730

33 AV DES ETATS UNIS, 78000 VERSAILLES